

DM numéro 2024- 23

Objet :

Renouvellement du dispositif de tarification social des cantines.

Le Maire d'ONDRES,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 23 Juillet 2020 l'autorisant, en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, à prendre des décisions de la compétence du Conseil Municipal,

Vu la décision du Maire n° 2018-12 fixant les tarifs des différents services péri et extra scolaires applicables depuis le 1^{er} septembre 2018,

Vu la décision du gouvernement, actée dans le projet annuel de performance annexé à la loi de finances 2019, de mettre en place un soutien financier pour aider les communes qui adoptent une tarification sociale de la restauration scolaire,

Vu la signature en date du 5 juillet 2021 de la convention pluriannuelle entre le Ministère des Solidarités et de la Santé et la Commune concernant le renouvellement du dispositif du gouvernement concernant une tarification sociale de la restauration scolaire,

Vu l'échéance au 5 juillet 2024 de la convention triennale précitée,

Considérant la volonté de la commune de continuer à s'inscrire dans le cadre de cette politique de prévention et de lutte contre la pauvreté, et de faire bénéficier les familles les plus modestes d'une tarification minimale du service de restauration scolaire,

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce dispositif pour les trois prochaines années,

Considérant que le dispositif mis en place a été modifié afin de permettre à plus de familles de bénéficier de cette aide : quotient familial inférieur ou égal à 1000 euros au lieu de quotient familial inférieur ou égal à 500 euros dans la précédente convention.

DECIDE

Article 1 : DE RENOUVELER le dispositif à partir du 1^{er} septembre 2024, et ce tant que la commune d'Ondres sera éligible au dispositif d'aide de l'Etat en faveur d'une tarification sociale de la restauration scolaire, les tarifs du service de restauration scolaire comme suit :





1) Tarifs applicables aux familles résidentes à ONDRES :

QF applicable depuis juillet 2018	Code Tranche	Restaurant scolaire	Restaurant scolaire PAI (Panier Repas)
0 -500 €	A	1 € (En application de la mesure d'aide de l'Etat pour une tarification sociale des cantines) : rappel tarif sans aide : 1.90 €	
501-750 €	B	1 € (En application de la mesure d'aide de l'Etat pour une tarification sociale des cantines) : rappel tarif sans aide : 3.00 € Et 2.10 € PAI	
751-1000 €	C	1 € (En application de la mesure d'aide de l'Etat pour une tarification sociale des cantines) : rappel tarif sans aide : 3.50 € Et 2.45 € PAI	
1001-1250 €	D	4.00 €	2.80 €
1251-1500 €	E	4.25 €	2.98 €
1501-1999 €	F	4.50 €	3.15 €
A partir de 2 000 € et +	G	4.75 €	3.33 €

Pour information :

- Les enfants résidents Ondrais qui bénéficient d'un Protocole d'Accueil Individualisé PAI (Obligation panier repas uniquement) auront un tarif minoré **de Moins 30%, sauf les tranches A B et C qui bénéficient du tarif mis en place dans le cadre de l'aide de l'Etat pour une tarification sociale des cantines**
- Le coût de revient réel du service est de 8,57 € par enfant.

2) Tarifs applicables aux familles non résidentes à Ondres mais dont les enfants sont scolarisés à Ondres :

Le principe d'une majoration de 15% du prix du service de restauration scolaire sera appliqué, sauf sur la tranche A qui bénéficie du tarif mis en place dans le cadre de l'aide de l'Etat pour une tarification sociale des cantines.

Sur ce tarif majoré le même principe de minoration **de Moins 30 %** sera appliqué pour les enfants bénéficiant d'un PAI (panier repas). Les tarifs par tranche de QF seront alors les suivants :

QF applicable depuis juillet 2018	Code Tranche	Restaurant scolaire	Restaurant scolaire PAI (Panier Repas)
0 -500 €	A	1 € (En application de la mesure d'aide de l'Etat pour une tarification sociale des cantines) : rappel tarif sans aide : 1.90 €	
501-750 €	B	1 € (En application de la mesure d'aide de l'Etat pour une tarification sociale des cantines) : rappel tarif sans aide : 3.45 € Et 2.42 € PAI	
751-1000 €	C	1 € (En application de la mesure d'aide de l'Etat pour une tarification sociale des cantines) : rappel tarif sans aide : 4.03 € Et 2.82 € PAI	

Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le 28/05/2024

ID : 040-214002099-20240527-DM2024_23-AR



1001-1250 €	D	4.60 €	3.22 €
1251-1500 €	E	4.89 €	3.42 €
1501-1999 €	F	5.18 €	3.62 €
A partir de 2 000 € et +	G	5.46 €	3.82 €

Pour information :

- Les enfants des familles non résidentes à Ondres qui bénéficient d'un Protocole d'Accueil Individualisé PAI (Obligation panier repas uniquement) auront un tarif minoré **de Moins 30%, sauf les tranches A B et C qui bénéficient du tarif mis en place dans le cadre de l'aide de l'Etat pour une tarification sociale des cantines**
- Le coût de revient réel du service est de 8,57 € par enfant.

Article 2 : Mme Le Maire est chargée du contrôle et du suivi de cette décision.

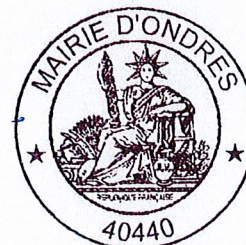
Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Ondres, le 27 Mai 2024,

Le Maire,

Eva BELIN,

Maire





MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS

Liberté
Égalité
Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le 28/05/2024

ID : 040-214002099-20240527-DM2024_23-AR



Agence de Services
et de Paiement

CONVENTION TRIENNALE

TARIFICATION SOCIALE DES CANTINES SCOLAIRES

ETABLIE ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Pour le compte et au nom du Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités

L'Agence de services et de paiement

Représentée par son Président Directeur général :

Monsieur Stéphane Le Moing

Ci-après dénommé « l'Etat »

Et :

La Commune :

OU

L'établissement public de coopération intercommunale :

Représenté(e) par Madame / Monsieur : BELIN Eva

Ayant la fonction de : Maire de ONDRES -40440-

Ci-après dénommé(e) « la collectivité »

Et dénommées ensemble « les parties »



Article 1 : Objet de la convention

Lancée en septembre 2018, la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté compte parmi ses engagements celui de conforter les droits fondamentaux des enfants et réduire les privations au quotidien.

Afin d'alléger le poids des dépenses d'alimentation pour les familles défavorisées, améliorer la qualité des repas servis aux enfants et donner à chacun les moyens de la réussite, l'Etat soutient la mise en place par les collectivités de tarifications sociales des cantines scolaires.

A cette fin, il verse une aide financière de 3 € par repas servi au tarif maximal d'1 €, dans le cadre d'une grille tarifaire progressive calculée selon les revenus et le nombre d'enfants du foyer. Cette grille doit comporter au moins trois tranches, dont au moins une tranche est inférieure ou égale à 1 € et une supérieure à 1 €. Le tarif inférieur ou égal à 1 € est attribué aux familles dont le quotient familial CAF est inférieur ou égal à 1 000 €. Ce plafond se traduit en termes de revenus selon le nombre d'enfants au foyer par le tableau suivant :

Nombre d'enfants au foyer	Montant plafond des revenus pour bénéficier du tarif inférieur ou égal à 1 €
	1 parent ou 2 parents
1 enfant	2 500 €
2 enfants	3 000 €
3 enfants	4 000 €
4 enfants	4 500 €
5 enfants	5 000 €
6 enfants	5 500 €

Cette convention définit les engagements des parties dans le cadre de ce dispositif.

Article 2 : Objectifs de la convention

La restauration scolaire est un service public indispensable aux familles, notamment lorsque les parents exercent des activités professionnelles éloignées du domicile, que gèrent les collectivités. Elle apporte aux enfants des repas complets et équilibrés, constitués de produits de qualité et durables. Les études de Belot et James en 2011 et du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) en 2017 ont montré le rôle primordial du déjeuner pour les enfants dans leurs apprentissages scolaires et dans la protection contre le surpoids et l'obésité. Ce temps de restauration collective contribue également à l'apprentissage du « vivre ensemble », et participe de l'inclusion sociale de chaque élève.

Pourtant, les enfants issus des familles défavorisées sont deux fois plus nombreux à ne pas manger à la cantine que les enfants issus des familles favorisées et très favorisées, selon cette même étude du Cnesco.

C'est pour réduire cette inégalité que l'Etat soutient financièrement les collectivités dans la mise en place de tarifications sociales de leurs cantines scolaires. Une tarification basée sur les revenus du foyer permet en effet d'alléger le budget des familles les plus modestes, favorise l'accès de leurs enfants aux cantines scolaires et offre ainsi les conditions de leur réussite.

Article 3 : Collectivités concernées

Peuvent bénéficier du dispositif les collectivités suivantes, ayant la compétence de restauration scolaire :

- les communes éligibles à la fraction « péréquation » de la dotation de solidarité rurale (DSR)
- les regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI) ou les établissements publics de coopération intercommunale dont au moins les deux tiers de la population sont domiciliés dans des communes éligibles à la DSR Péréquation.



Article 4 : Engagements des parties

1. Engagements de la collectivité.

La collectivité est libre de fixer les tarifs de sa restauration scolaire, à condition que la grille tarifaire prévoise au moins trois tranches progressives, calculées selon les revenus et nombre d'enfants du foyer, dont au moins une tranche est inférieure ou égale à 1 € et une supérieure à 1€. Le tarif inférieur ou égal à 1€ est attribué aux familles dont le quotient familial CAF est inférieur ou égal à 1 000€ (ou équivalence en termes de revenus selon le nombre d'enfants).

Une délibération du conseil municipal ou communautaire fixe cette tarification sociale, avec une durée fixée ou illimitée.

Nota bene : les repas servis dans le cadre périscolaire ne sont pas concernés par ce dispositif.

Pour bénéficier de l'aide de l'Etat, la collectivité doit au préalable s'identifier auprès de l'Agence des Services et des Paiements (ASP) qui gère le dispositif. Elle doit pour cela remplir le formulaire d'identification disponible sur <https://www.asp-public.fr/aide-de-letat-la-mise-en-place-dune-tarification-sociale-des-cantines-scolaires>, y joindre une copie de la délibération fixant la tarification sociale des cantines, ainsi que la présente convention renseignée en page 1 et signée, puis l'adresser à l'ASP par email à : aidecantinescolaire@asp-public.fr. L'ASP vérifiant à cette occasion l'éligibilité au dispositif de la collectivité, celle-ci est incitée à transmettre au plus vite ces éléments.

La collectivité s'engage à effectuer ses demandes de versement de l'aide par quadrimestre, au travers du formulaire de remboursement disponible sur <https://www.asp-public.fr/aide-de-letat-la-mise-en-place-dune-tarification-sociale-des-cantines-scolaires>, dès la fin du quadrimestre concerné et au plus tard dans un délai de six mois à compter de la fin du quadrimestre.

La collectivité reste libre de se retirer du dispositif quand elle le souhaite.

2. Engagements de l'Etat

L'Etat s'engage au travers de la présente convention à verser l'aide aux communes éligibles pendant trois ans, sous réserve de la disponibilité des crédits en loi de finances initiale.

Cette aide s'élève à 3 € par repas servi au tarif maximal d'1 €.

L'ASP gère le dispositif pour le compte de l'Etat, en vérifiant l'éligibilité des collectivités, en signant par délégation la présente convention, et en versant les aides financières aux collectivités.

Article 5 : Durée de cette convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter de la date de sa signature.

Elle pourra être renouvelée en accord avec les parties.

Article 6 : Modification de cette convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, qui devra être dûment approuvée par les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis ci-avant.

Article 7 : Résiliation de cette convention

Cette convention peut être dénoncée avant son terme soit par accord écrit entre les parties, soit par l'une des parties, moyennant le respect d'un préavis d'un mois.

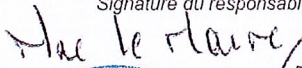
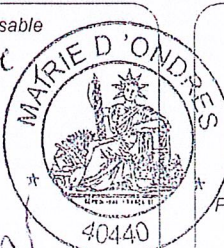
En cas de non-respect par la collectivité d'un quelconque de ses engagements, la présente convention peut être résiliée de plein droit par l'ASP.

En cas d'indisponibilité des crédits en loi de finances initiale, il est mis fin à la présente convention et à l'aide de l'Etat.

Fait à : ONDRES le : 27 05 2024

La Collectivité :

L'Agence de services et de paiement :

Signature du responsable


 Marc Leclair
 Julien Bélin

le : 

Pour le Président Directeur Général de l'Agence de services et de paiement
 Et par délégation, le Directeur régional